

[Text]

• 1550

Mr. Richardson and I appeared at a rather boisterous anti-GST rally in Brandon, Manitoba, where I spoke, and he tried to respond. The crowd eventually let him respond.

I would like to say a few words about the GST. We have strenuously opposed the GST, not on theoretical merits. We think a consumption-based tax is not desirable, for a variety of reasons. But the most important of them is this one, and this passage is contained in our little booklet, which I think you may have seen, Mr. Chairman, called *Tales from the Tax Trough*.

If Prime Minister Mulroney gets his proposed Goods and Services Tax, do you think he will cut spending? We do not. We believe Mr. Mulroney, like virtually any other politician, would use the added taxes to promise us more goodies at the next election. We will get higher taxes, higher spending, and we will still be burdened with a huge and quickly growing federal government debt.

We do not have a debt crisis or a tax crisis in this country. The truth is that we have a federal government spending crisis. Mr. Mulroney's government will not truly solve this crisis until it cuts spending. It does not need the GST to do that.

The GST bears very much on the subject we have today, because I do not believe there is really any hope at all that this government will get serious about cutting its spending until it is forced to. If it gets the goods and services tax in, it is going to get a tax windfall that will allow it to avoid the kinds of decisions that have to be taken. It is analagous to the experience many businesses had in the 1982-83 recession when they were finally forced to make the decisions they should have taken long ago. They made them, and they slimmed down and became leaner and more efficient and more effective. They would not have taken those decisions unless they had been faced by the kind of adversity that they were. And the GST is going to allow the federal government to escape that kind of adversity.

Enormous amounts of federal government money is spent in transfer payments for welfare and also in unemployment insurance payments. If those payments could be reduced substantially, that would go a long way towards reducing federal government spending. Now, the answer to that is fairly simple—more jobs. More jobs is a result of more economic growth.

I am not about to go after John Crow here. But what I am going to suggest is something that I think would be a very, very powerful stimulus to the economy, would cause substantial economic growth, an increase in jobs and a

[Translation]

M. Richardson et moi-même avons participé à une manifestation plutôt bruyante contre la TPS à Brandon, au Manitoba; j'y ai pris la parole, et M. Richardson a essayé de répondre. La foule l'a finalement laissé parler.

Je voudrais dire quelques mots au sujet de la TPS. Si nous nous opposons farouchement à cette taxe, ce n'est pas pour des raisons purement théoriques. Nous pensons qu'une taxe à la consommation n'est pas souhaitable pour diverses raisons, dont la plus importante est citée dans notre petite brochure, que vous avez peut-être vue, monsieur le président, et qui s'intitule *Tales from the Tax Trough*.

Si le Premier ministre Mulroney réussit à imposer sa taxe sur les produits et services, pensez-vous qu'il va réduire les dépenses? Nous ne pensons pas. Nous croyons que M. Mulroney, comme à peu près tous les autres hommes politiques, va se servir de ces nouvelles recettes pour nous promettre monts et merveilles encore un fois aux prochaines élections. Nous aurons des taxes plus élevées, des dépenses plus élevées, et nous devons encore assumer le fardeau d'une dette fédérale énorme, qui ne cesse de grandir.

Nous n'avons pas de crise d'endettement ni de crise fiscale au pays. La vérité, c'est que nous avons une crise des dépenses gouvernementales fédérales. Le gouvernement de M. Mulroney ne pourra pas vraiment résoudre cette crise tant qu'il ne réduira ses dépenses. Et il n'a pas besoin de la TPS pour le faire.

La TPS a un rapport étroit avec le sujet à l'ordre du jour parce qu'il est impossible d'après moi d'espérer que le gouvernement s'attache sérieusement à réduire ses dépenses tant qu'il ne sera pas obligé de le faire. S'il impose sa taxe sur les produits et services, il disposera de recettes inespérées qui lui permettront d'éviter de prendre les décisions qui s'imposent. Lors de la récession de 1982-1983, de nombreux hommes d'affaires ont finalement été obligés à prendre les décisions qu'ils auraient dû prendre longtemps auparavant. Ils ont coupé dans le gras, augmentant du coup leur efficacité et leur efficacité. Ils n'auraient pas pris ces décisions s'ils n'y avaient pas été obligés parce qu'ils se trouvaient dans l'adversité. Et la TPS va permettre au gouvernement fédéral d'échapper à cette adversité.

Le gouvernement fédéral dépense des sommes énormes en paiements de transfert pour les programmes d'aide sociale et en paiements d'assurance-chômage. S'il pouvait réduire considérablement ces paiements, cela l'aiderait beaucoup à diminuer ses dépenses. Mais comment faire? La réponse est très simple: créer de l'emploi, ce qui accélérerait la croissance économique.

Je ne vais pas me lancer dans une diatribe contre John Crow. Mais je vais vous suggérer quelque chose qui constituerait selon moi un excellent stimulant pour l'économie, qui entraînerait une croissance économique